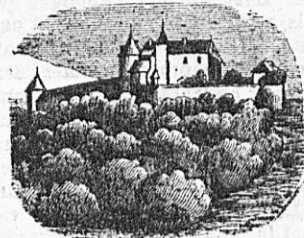




LA GRUYÈRE



JOURNAL INDÉPENDANT, POLITIQUE ET AGRICOLE

Paraissant les mardi et vendredi.

Supplément bimensuel gratuit : « L'ÉCHO LITTÉRAIRE »

Imprimerie et Administration : Rue de la Sionge, Bulle.

HORAIRE : BULLE, arr. 9^h (dim. j. f. 1^h30) 2^h10 9^h17. BULLE, dép. 5^h10 (7^h30) 11^h35 7^h20.

ANNONCES

District de la Gruyère : une seule insertion, 17 c. ; annonces répétées, 14 c. Canton et Suisse, 17 cent. Etranger, 20 cts. la ligne ou son espace. Annonces mortuaires, 20 c. RÉCLAMES : Suisse, 30 cent. Etranger, 40 cent. la ligne. S'adresser à Publicitas, S. A. suisse de publicité. (Cercle catholique, 1er étage)

ABONNEMENTS

Suisse . . . 1 an, Fr. 5.—
6 mois » 2 50
Etranger . . 1 an » 9 50
6 mois » 5 50
payable d'avance.

Prix du numéro : 5 cent.

On s'abonne dans les bureaux de poste.

Au Grand Conseil.

La loi sur les auberges.

(Suite).

MM. Chatton, Genoud, Ducotterd, Marchon, Bovet sont partisans du droit d'initiative des femmes. MM. Ducrest et Blanchard, par contre, le combattent.

M. Hans Guknecht souligne que le Conseil d'Etat devra tenir compte obligatoirement de l'opinion de la majorité des citoyens d'une commune.

M. Delatena préférerait laisser cette compétence de l'option aux Conseils communaux qui sont meilleurs juges.

M. Bartsch est un défenseur du féminisme. Si les femmes, dit-il, ont leurs occupations au foyer, les hommes ont les leurs également, ce qui ne les empêche pas de s'occuper encore de politique. De plus, les femmes payent les impôts, beaucoup d'entre elles travaillent dans les fabriques. Il est nécessaire que des lois humanitaires leur accordent le droit de vote.

La discussion étant terminée, le Grand Conseil, à peu près unanime, adopte l'article 5.

Aux termes de l'art. 6, lorsque, dans une commune, le nombre des débits dépasse la norme adoptée, le Conseil d'Etat désigne celui ou ceux qui seront fermés après un délai de deux ans. La situation locale, l'ancienneté, la moralité et les capacités professionnelles du tenancier, la qualité des consommations, le dommage pouvant résulter de la fermeture sont autant de facteurs dont le Conseil d'Etat devra tenir compte.

Cet article ne donne lieu à discussion qu'en ce qui concerne le délai de deux ans. M. Louis Blanc voudrait que l'on opère immédiatement la fermeture, mais que l'on indemnise les léés.

M. Bartsch demande que le délai soit porté à cinq ans.

M. le conseiller d'Etat Perrier déclare que cette question sera étudiée pour les seconds débats avec celle relative aux indemnités, le Grand Conseil adopte l'article 6.

L'art. 7 prévoit que la concession est attachée à la personne du concessionnaire et au local désigné. En cas de décès ou de faillite, les ayants droit continuent l'exploitation pendant six semaines. La veuve ou les orphelins

peuvent cependant continuer l'exploitation jusqu'à l'expiration de la concession.

Adopté.

Art. 8. — Toute concession est exercée selon les règles prescrites et moyennant l'acquittement préalable d'une patente annuelle.

M. Weck, syndic de Fribourg, soulève la question de la participation des communes aux patentes d'auberge. Il propose que l'Etat leur verse le tiers du produit des patentes.

M. Deschenaux déclare que ce versement constituera une perte de 60 mille francs pour l'Etat ; il affirme que c'est un droit régalién dont les bénéfices doivent rester à l'Etat, ce que conteste M. Bartsch, lequel déclare que les patentes d'auberges sont un impôt comme un autre.

M. Pilloud cite le cas du canton de Vaud où l'Etat verse une partie des patentes aux Communes.

La seconde partie de l'article 8 stipule que les concessions d'auberges ne peuvent être grevées d'un impôt communal. Cette disposition est supprimée et l'article 8 est adopté.

Les articles 9, prévoyant le prix des patentes, et 10 prévoyant des patentes extraordinaires, sont adoptés sans grands débats.

M. Gross fait ressortir l'engagement pris d'accorder les concessions extraordinaires aux porteurs de concessions ordinaires. Son observation est inscrite au protocole.

M. Louis Blanc dépose une demande d'interpellation relative aux dispositions à prendre pour que la Caisse hypothécaire et autres prêteurs respectent les prescriptions légales touchant le taux du 5 % pour les prêts hypothécaires.

Dans la séance du 1^{er} mars, le Grand Conseil reprend la discussion relative à la loi sur les auberges.

L'art. 11 est la reproduction de la loi de 1888 ; il traite des conditions requises du concessionnaire ; le nouvel article prévoit en outre que le concessionnaire ne doit pas être atteint notoirement d'une maladie chronique ou contagieuse, dangereuse pour le public.

M. le Dr. Olément ne se contente pas de ce mot « notoirement » ; il voudrait une visite médicale, ce qui est vivement combattu par MM. Blanc et Boschung ; le premier fait observer

que, si l'on veut imposer une visite médicale aux cafetiers, il faut également la faire subir aux laitiers, boulangers et autres.

M. Bartsch combat également un ordre aussi impératif que celui prévu.

M. le rapporteur fait observer qu'il ne s'agit nullement d'une visite médicale, mais du cas où un cafetier serait notoirement malade, qu'il serait gravement atteint.

Sur quoi l'article est adopté.

Est adopté également l'article 12 qui prévoit les causes de refus de concession. La fin de cet article prescrit que la concession peut être refusée à celui qui a été condamné deux fois en douze mois consécutifs pour contravention à la présente loi.

Art. 13. — La concession peut être retirée en tout temps et sans indemnité à celui qui ne remplit plus les conditions requises ou qui se manifeste incapable de maintenir le bon ordre dans son établissement. La concession est périmée si elle est inexploitée pendant une année. Article adopté.

M. Perrier retient l'idée émise par M. Louis Blanc tendant à ce qu'un concessionnaire prouve, par un examen passé devant le préfet, qu'il connaît au moins la loi sur les auberges.

Sont adoptés les articles 14 et 15, lesquels traitent des locaux servant à l'exploitation d'une concession et du nom qui y est attaché.

Les articles 16 et 17 concernent l'exercice de la concession, qui peut être exploitée par l'entremise d'une autre personne agréée par le Conseil d'Etat. Cette desservance n'est pas divisible.

A l'article 18, la loi prévoit que les communes et les paroisses, concessionnaires d'un établissement, doivent soumettre au préfet, avant les enchères, les conditions de mises de leurs établissements.

Cette disposition est vivement attaquée par M. Dupraz, qui s'élève contre cette nouvelle tutelle imposée aux communes. Mais sa demande de radiation de la disposition incriminée est repoussée.

L'article 19 règle les publications auxquelles un établissement doit être abonné. L'ancienne loi prévoyait au moins deux journaux politiques ; la nouvelle loi supprime cette disposition.

Les articles 20 et 21 ne soulèvent

pas d'observation ; ils prévoient l'exercice de la police des auberges.

(A suivre).

NOUVELLES SUISSES

Les écoles militaires en 1919. — Le Conseil fédéral a arrêté le tableau des écoles militaires pour 1919. Ce tableau prévoit entre autres les écoles suivantes :

Infanterie. — Ecoles de recrues d'infanterie pour fusiliers et carabiniers d'anciennes classes d'âge, jusque et y compris 1913, du 7 mai au 5 juillet, 60 jours, comme suite aux écoles de recrues licenciées prématurément au cours de l'été 1918 :

1-I, pour les recrues des régiments d'infanterie 1 à 4, à Lausanne ; 2-I, pour les recrues des régiments d'infanterie 1 à 4, à Genève ; 1-II, pour les recrues des rég. inf. 7 à 9, à Colombier ; 2-II, pour les recrues des rég. inf. 10 à 12, à Liestal.

Ecoles de recrues du 6 août au 11 octobre, 67 jours :

3-1, pour les recrues des rég. inf. 1 à 6 et de la compagnie de projecteurs de forteresse 6-II, à Lausanne ; 3-II, pour les recrues des rég. inf. 7 à 9, à Colombier ; 4-II, pour les recrues des rég. inf. 10 à 12, à Colombier.

Mitrailleurs, d'anc. classes d'âge, jusque et y compris 1898 :

Ecoles de recrues du 7 mai au 5 juillet, 60 jours, comme suite aux écoles de recrues licenciées prématurément en été 1918 :

Recrues de mitrailleurs des rég. inf. 1 à 6, à Yverdon ; recrues des mitrailleurs des rég. inf. 10 à 12, à Liestal.

Cavalerie. — Ecoles de recrues du 1^{er} mai au 31 juillet, à Aarau, pour les recrues de cavalerie non exercées, des classes de 1898 et plus anciennes ; du 28 août au 27 novembre, à Berne, pour les mêmes recrues.

Artillerie. — Art. de camp, du 29 avril au 10 juillet, à Bière, pour les recrues du rég. art. 1 et 2, les batteries 1 à 6 et 13 à 18, des cantons de Vaud, Genève et Fribourg, levées en 1917 et qui devaient entrer au service en 1918.

Du 11 juillet au 25 septembre, à Bière, pour toutes les recrues des batt. de camp. et des batt. ob. de camp. de la première à la sixième division, ainsi que des batt. obs. de 15 cm. qui n'ont pas encore fait leur école de recrue.

Deux jours sans viande. — Le Conseil fédéral a décidé l'introduction de deux jours sans viande par semaine (lundi et vendredi). Le premier jour sans viande sera le lundi 10 mars. L'interdiction de consommation comprend toutes les espèces de viandes, les produits accessoires de l'abattoir (tripes et roguons), de même que la volaille, le gibier, le lapin, la charcuterie et conserves de viandes, le lard,

